En marge de l’insurrection Kanak de 1878 : nos « fidèles alliés Canala », mythe ou réalité ?

Alain Saussol

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jso/6952>

DOI : 10.4000/jso.6952

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2013

Pagination : 169-180

ISBN : 978-2-85430-035-2

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Alain Saussol, « En marge de l’insurrection Kanak de 1878 : nos « fidèles alliés Canala », mythe ou réalité ? », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 136-137 | 2013, mis en ligne le 14 novembre 2013, consulté le 15 avril 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jso/6952> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jso.6952>

En marge de l'insurrection kanak de 1878 : nos « fidèles alliés Canala », mythe ou réalité ?

par

Alain SAUSSOL*

RÉSUMÉ

Lors de l'insurrection kanak de 1878 en Nouvelle Calédonie, les Canala ont participé aux opérations de répression comme auxiliaires mélanésiens de l'armée. Le discours officiel présente ces guerriers et leurs chefs comme de « fidèles alliés ». La réalité apparaît plus complexe. Au terme d'un examen critique des sources connues, l'auteur développe la thèse que les Canala étaient non seulement au courant des préparatifs de la révolte mais qu'ils en sont peut-être à l'origine. S'ils n'y ont pas pris part pour se retourner au dernier moment contre les insurgés, c'est à la suite d'une série d'imprévus qui ont contrarié l'exécution de la stratégie initialement décidée. Leur concours, qui fut militairement décisif, relève d'une confrontation de hasards événementiels et de pragmatisme politique. Mais les Canala n'ont été ni ces « alliés » ni ces « traîtres » que suggèrent les schémas manichéens.

MOTS-CLÉS : Nouvelle-Calédonie, colonisation, insurrection kanak, armée coloniale, auxiliaires mélanésiens

ABSTRACT

During the Kanak insurrection of 1878, the Canala participated in the repression as Melanesian auxiliaries of the French colonial army. These combatants and their leaders are officially presented in history as "loyal allies." The reality may be more complex. After having critically analysed known sources, the author develops the thesis that the Canala were not only informed of the rebellion but might have also been behind it. If they did not take part in the insurrection to eventually turn against the insurgents, it may have been because a series of unforeseen events thwarted the execution of their initial strategy. Their contribution, which was militarily decisive, is the result of circumstance and political pragmatism. Thus, the Canala were neither the "allies" nor the "traitors" that simplistic black-and-white portrayals suggest.

KEYWORDS: New Caledonia, colonization, Kanak insurrection, French colonial army, Melanesian auxiliaries

En juin 1878, la grande révolte kanak qui éclate en Nouvelle Calédonie prend tout le monde au dépourvu. Sur place, les autorités coloniales disposent de peu de troupes et de faibles moyens, quand le ralliement des Canala, enrôlés comme auxiliaires dans la répression, change le destin de l'insurrection.

Ce ralliement est célébré par les autorités coloniales en se référant à une alliance supposée

passée jadis entre les Français et leurs « fidèles alliés Canala ». La presse locale le magnifie en des termes qui ont peu à voir avec la réalité.

« Les tribus Canala, sous le commandement de leurs chefs respectifs, se sont, dès le premier jour, mises à notre disposition. Le gouvernement a accepté leur demande et près de 200 canaques se sont dirigés vers Ourail¹. » (Anonyme, 1878)

1. Le pays d'Ourail désignait les territoires bordant la baie du même nom sur la côte Ouest de la Grande Terre calédonienne. Il correspond, en gros, au bassin de La Foa et de ses affluents et au bassin de Moindou.

* Professeur émérite, université de Montpellier, asaussol@wanadoo.fr

CARTE 1. – Localisation des lieux-dits cités entre Canala et La Foa en 1878 (carte de l'auteur)

Autant d'erreurs que de mots. Des termes similaires se retrouvent dans les lettres adressées par le gouverneur Olry à son ministre prouvant qu'il s'agit là d'une version officielle.

Cependant, plusieurs dissonances contredisent ces propos lénifiants. Aux dires de plusieurs témoins, les Canala détestaient les Français. Le jour du ralliement, ils auraient flotté dangereusement. Une rumeur voudrait même que, dans les semaines précédant la révolte, ils aient cherché « à se procurer de la poudre » (Anonyme, 1878). Cela ne devait pas les empêcher de participer activement à la répression et de s'y montrer dans l'ensemble, loyaux, efficaces et souvent décisifs.

Qu'en est-il donc de cette présumée « alliance » et de l'étrange comportement de ces auxiliaires lors de cette insurrection ? Soulever la question conduit à tenter de répondre à trois interrogations : Quels avaient été, avant l'insurrection, les rapports entre Français et Canala ? Que s'est-il réellement passé lors de leur ralliement du 25-26 juin 1878 ? Enfin, les Canala auraient-ils joué un double jeu ?

En confrontant l'ensemble des témoignages connus à ce jour, cette note propose un scénario plausible sur les circonstances qui ont entouré le ralliement des Canala et, d'une façon plus large, pose la question de cette singulière « alliance ».

Le pays Canala

Le pays Canala (voir carte 1) s'étendait, entre les crêtes de Chaîne et la côte Est de la Grande Terre calédonienne, du village de Koh, sur la haute Négropo, jusqu'au col de Petchikara. Il débordait sur les hautes vallées du versant occidental vers Koindé, Dogny et Sarraméa. L'identité de ce « pays » mélanésien reposait sur sa langue commune, le xârâcùù (carte 2) – souvent noté « anesu » par les missionnaires –, et sur l'autorité de la puissante chefferie Bwaghéa. Dominant ce territoire, un sommet de la Chaîne centrale, le mont Canala (1 051 m) passait, selon la tradition locale mélanésienne, pour le site originel de l'apparition des

CARTE 2. – Localisation de la région sur la carte linguistique de Nouvelle-Calédonie (© CNRS LACITO, adaptée JSO)

hommes. À ses pieds, dans le bassin de la Négro-po, les eaux thermales de La Crouen, où les guerriers, en quête d'invincibilité, allaient boire ou se tremper avant de combattre, étaient « l'urine du dieu de la montagne » (Guiart, 1962).

En 1878, ce pays comptait environ 2 000 habitants. À sa tête se trouvait une « chefferie bicéphale ». Deux chefs, cousins, de haut statut, Kaké et Gélima, représentaient l'autorité politique suprême. Un troisième cousin, Nondo, établi à Mouanguï non loin des sources thermales et appartenant au même système « clanique » Bwaghéa, en tant que « gardien » de la chefferie, remplissait la fonction de « chef de guerre » avec charge de mener les guerriers au combat.

La puissance de cette chefferie reposait non seulement sur sa base démographique et sur la magie de ses eaux thermales, mais encore sur un puissant réseau d'alliances avec d'autres chefferies voisines à Thio, à Kouaoua, à Houaïlou et aux îles Loyauté. Jean Guiart (1998) a récemment montré qu'elles appartenaient à l'un des trois vastes « réseaux d'identité partagée » embrassant l'ensemble de la Grande Terre, élargissant encore leurs potentialités d'alliances. Activables à tout moment, ces réseaux offraient une ample caisse de résonance. Ajoutons que l'antagonisme entre réseaux adverses n'était pas rédhibitoire mais susceptible d'être transgressé. À l'occasion, on pouvait échanger des épouses, donc avoir des utérins et des alliances même dans un réseau adverse (Guiart, 1998). Le pays Canala n'était donc pas un isolat mais un espace fonctionnel d'autant plus puissant et redoutable, qu'au milieu de l'île, il se trouvait intégré à un vaste environnement

régional. À partir de 1854, l'intrusion européenne, en le confrontant à une présence coloniale, allait lui imposer de nouveaux défis.

Les rapports entre Français et Canala (1854-1878)

Avant l'apparition des Français, quelques santaliers britanniques trafiquaient depuis plusieurs mois déjà avec les Bwaghéa. Pourtant, à Canala, l'histoire coloniale commence vraiment le 15 mai 1854 quand, venant de Balade, le capitaine de vaisseau Tardy de Montravel débarque pour affirmer la prise de possession du pays. Ayant hissé le pavillon, l'officier fait signer au chef local, nommé Kaï, une déclaration reconnaissant la souveraineté française. L'officier lui garantit le respect des terres et des coutumes. Kaï promet sa protection aux Européens. On échange quelques cadeaux. Sur quoi, Montravel, ayant visité les environs, reprend la mer le 23 mai, sans qu'un pacte d'alliance particulier ait été scellé.

Un an et demi plus tard arrivent les premiers colons. Il s'agit d'une douzaine de Français, directement arrivés de Californie, dont le meneur, un ancien capitaine nommé Pannétrat, négocie avec Kaï un terrain pour s'y installer. Mais la vie champêtre lasse vite ces anciens chercheurs d'or. En mars 1856, sept d'entre eux, partis vers le nord pour y reprendre leur ancien métier, sont massacrés par les montagnards de la haute Houaïlou. Informée, l'autorité militaire organise une expédition punitive contre les Houaïlou

(tenus, à tort, pour responsables) et demande à Kaï le concours de ses guerriers dont une centaine accompagne les soldats. C'est la première opération conjointe menée avec les Canala. On remerciera Kaï en lui offrant un pavillon tricolore et un fusil. Ce geste anodin, n'impliquant aucun accord réciproque, sera considéré par les Français comme une sorte d'acte d'alliance. Désormais, les Canala se verront proclamés « alliés » au même titre que les Houassios de Watton aux environs de Port-de-France (l'actuel Nouméa). Ainsi le mythe de l'« alliance » prend-il corps.

Quand Kaï meurt en 1858, son fils Kaké lui succède à la chefferie. Il est aussitôt reconnu par le commandant Lebris qui lui fait promettre de poursuivre la politique de son père à l'égard des Européens. La chefferie de Méwé, celle de Kaké, tend alors à devenir, au détriment de celle, jumelle, de Gélima, l'interlocutrice privilégiée, voire unique, des Français. Le 25 octobre 1858, le gouverneur du Bouzet en rend compte au ministre en ces termes :

« La tribu de Canala est alliée avec nous, le chef Alikai Kaï, qui a fait le premier traité d'alliance, est mort dernièrement ; son fils lui a succédé et a reçu de nous l'investiture. »

Ainsi s'ancre le mythe de l'alliance (en même temps que la prétention à une investiture administrative des chefs coutumiers). Les Canala ont-ils partagé cette vision des choses ? Il est difficile de le dire aujourd'hui. Néanmoins, il existe à ce propos un témoignage aussi tardif qu'ambigu.

Dans les années 1920, le pasteur Rey-Lescure, neveu de Maurice Leenhardt, recueillait le récit d'un Kanak qu'il nomme Tase de Boken. Jean Guiart, dans une note inédite (aimablement communiquée) suggère avec vraisemblance qu'il pourrait s'agir du pasteur protestant Tusi, du village de Boa Kaine à Canala. Ce récit rapporte en ces termes un incident qui serait survenu lors de l'arrivée des premiers Blancs :

« Les Blancs virent les longs "*sua*" des hommes (étui pénien, communément appelé bagayou) et ils crurent qu'ils n'étaient pas formés comme eux. L'un d'eux saisit le *sua* d'un homme qui, effrayé, voulut riposter. Mais le chef lui dit : "Laisse-toi faire". Le Blanc vit alors que sa verge était pareille. À son tour, il montra la sienne. Ils virent qu'ils étaient tous pareils. » (Dousset-Leenhardt, 1976)

Interprétant ce geste de curiosité, Roselène Dousset-Leenhardt croit pouvoir le relier à une cérémonie ancienne où l'échange de bagayou aurait eu valeur d'alliance mutuelle. Elle en déduit (dubitativement, à vrai dire), qu'il pourrait expliquer « les rapports particuliers qui s'établirent

entre les Français et les gens de Canala ». L'alliance aurait alors, en quelque sorte, été scellée.

Cette interprétation pose problème pour au moins deux raisons. Dans le récit de Tase, il n'est pas question d'échange (bagayou contre pantalon par exemple) qui aurait pu matérialiser ce concept d'alliance mais d'un simple constat de similitude anatomique. D'autre part, chez les Kanak, le discours qui accompagne le geste cérémoniel en précise la portée. Là il n'y en eut manifestement pas. Ajoutons-y une autre objection : les santaliers britanniques étant arrivés les premiers à Canala, cette anecdote, où il est vaguement question de « Blancs », pourrait se rapporter à leur débarquement et ne pas concerner les Français ou leur avoir été attribuée après coup par les Canala, soit par confusion, soit pour servir des préoccupations politiques ultérieures². D'où la fragilité de cet amalgame. Cette parenthèse fermée, revenons à l'examen des rapports entre Blancs et Canala.

Vers 1859-1860, Canala devient Napoléonville avec l'ambition d'équilibrer Port-de-France, l'actuel Nouméa. La colonisation s'y développe créant des tensions. À cette époque, les Canala refusent la présence parmi eux de missionnaires maristes réputés donneurs de mort à force d'assister les mourants. C'est aussi affirmer une volonté de résistance. D'autant que de nouveaux colons arrivent, occupant des terres et se comportant avec sans-gêne. Certains dérobent des crânes dans les cimetières mélanésien, heurtant le sentiment de respect dû aux ancêtres.

Aussi les manifestations de mauvaise humeur ne tardent pas à suivre. En 1860, l'habitation d'un colon brûle. Celui-ci soupçonne un petit chef de l'endroit. Convoqués pour s'expliquer, les Bwaghéa accusent un chef de Kouaoua, manipulant probablement les Français qui, sans autre forme de procès, lancent une expédition punitive contre Kouaoua à laquelle les guerriers Canala participent « avec entrain ». Venant après l'affaire de 1856 contre les Houailou, cette seconde collaboration active est bientôt suivie d'une troisième. Pour relier Port-de-France à Napoléonville, l'autorité coloniale avait organisé entre ces localités un service de courrier pédestre qu'assuraient à tour de rôle des Kanak recrutés dans les « tribus amies » le long du parcours. En janvier 1861, l'un de ces courriers ayant été tué dans la Chaîne centrale, une expédition punitive est aussitôt montée avec le concours de guides et de 200 guerriers Canala épaulant les 40 soldats de la colonne.

En mai de la même année, la réciprocité joue. Les Français prêtent main forte aux Canala, harcelés par leurs voisins de Nakéty. La garnison du

2. On peut aussi voir dans ce récit tardif, de source Canala, une tentative de justification a posteriori de la participation à la répression en 1878 en invoquant, à leur tour, cette alliance, unilatéralement proclamée par l'autorité coloniale, et en lui donnant une apparence de fondement historique. Une anecdote instrumentalisée en somme.

poste de Napoléonville marche sur Nakéty et brûle des villages. Cet enchaînement de collaborations enferme toujours davantage les Canala dans le discours sur l'alliance qu'il semble accréditer.

Pourtant, cette collaboration apparente reste trompeuse car, au même moment, en grand secret, la chefferie Bwaghéa complot, projetant de massacrer les colons de la localité. L'invitation fortuite de Kaké et de Gélima à Port-de-France pour la fête de l'Empereur empêche son exécution. Choyés par le gouverneur Guillaïn, qui ne se doute de rien mais entend les gagner à sa cause, courtisés, gratifiés d'une médaille d'or, les chefs sont circonvenus. Ils offrent au gouverneur une hache de serpentine. Ce don d'une hache pourrait être interprété comme une invite à l'alliance. Le problème est qu'en s'embarquant avec leur hache pour Nouméa, les chefs ne pouvaient prévoir qu'ils seraient si bien traités. Leur cadeau pouvait donc n'être qu'un geste de courtoisie voire, dans le contexte de complot ambiant, viser à donner le change. À Port-de-France, les chefs sont séduits. Probablement prennent-ils la mesure de la puissance des Blancs. Quoi qu'il en soit, ils rentrent à Canala enchantés de leur séjour. Non seulement le massacre n'aura pas lieu mais la collaboration va s'amplifier.

Lors des années suivantes, les Canala participent à plusieurs expéditions punitives, parfois lointaines : en août 1863, ils sont à Poqueureu, en septembre à Koumac, en janvier 1864 à Ponérihouen, en août 1868, à Kouaoua et à Bourail. Ces participations renouvelées interprétées comme « autant de preuves d'attachement à notre cause » confortent et accréditent le discours colonial sur des rapports privilégiés entretenus avec la chefferie Bwaghéa. Pour cette dernière, une telle posture doit probablement davantage aux rapports de forces du moment, aux profits escomptés, aux opportunités offertes, qu'à l'indéfectibilité d'une supposée alliance. Mais les choses auraient pu durer si la colonisation n'avait continué à étendre son emprise sur le pays Canala ravivant les inquiétudes jusqu'à se rendre insupportable.

De 1865 à 1875, de nouveaux colons, venus de La Réunion, s'installent. C'est aussi le temps où l'on implante, non loin du village, un pénitencier agricole. Napoléonville grandit, s'urbanise. Le long de nouvelles avenues, on délimite des lots urbains d'une douzaine d'ares. En 1865, un missionnaire s'installe à Nakéty qui devient le pôle catholique de la région. Autant d'intrusions qui irritent les Canala. Derrière un calme apparent, la tension monte. D'après le missionnaire de Nakéty, les Canala « détestent les Européens » et, dans ses lettres, le père ne manque pas d'ironiser sur l'expression « amis dévoués » dont les autorités les gratifient.

Mais le pire est à venir. Le grand bouleversement intervient à partir de 1874 avec la découverte et

la mise en exploitation, à Boa Kaine, d'un important gisement de nickel. Le bourg connaît alors une ruée minière qui fait exploser le village colonial. Des centaines de libérés du bagne accourent à l'embauche. Même s'ils bénéficient de quelques emplois de manœuvres et de leurs retombées financières, les Kanak, envahis, vont réagir.

En secret, de concert avec les Houaïlou et les Kouaoua, ils préparent le massacre des Européens de Canala. Ce complot est découvert *in extremis*, en janvier 1876, grâce aux confidences de la concubine mélanésienne d'un colon qui le révèle au dernier moment. Il aurait été, à ses dires, organisé de concert par les chefs de Canala, de Houaïlou et de Kouaoua. Il impliquait donc des alliés des Canala. Une première date avait été fixée au 24 septembre 1875, mais l'absence de Kaké et de Gélima, invités à Nouméa pour les fêtes d'anniversaire de la prise de possession, l'avait fait reporter au début janvier 1876.

Quand l'officier de Canala apprend l'affaire, depuis plusieurs jours déjà y affluaient des Kanak étrangers. Leur plan prévoyait d'incendier quelques habitations de colons pour faire sortir la garnison et en profiter pour attaquer le poste militaire dégarni de défenseurs. L'affaire lui semble sérieuse. Averti, le gouverneur dépêche immédiatement 50 soldats de renfort qui débarquent impromptu à Canala, prenant de court les chefs locaux. L'arrivée de ce renfort permet au commandant du poste d'agir. Convoqués et interrogés, Kaké et Gélima nient, prétendant que les femmes mentent ; mais ils peinent à expliquer cet afflux soudain de guerriers étrangers. Le lieutenant convaincu de la réalité du complot songe à les arrêter, mais il se ravise craignant de porter l'exaspération des Kanak à son comble. Prudemment, il se borne à leur demander de renvoyer tous ces gens chez eux et à les menacer d'un châtement terrible à la première violence contre les Blancs.

On en restera là, évitant d'ébruiter une affaire qui, ternissant l'image de « fidèles alliés », pouvait effrayer les colons des autres centres, ou pire, donner des idées à d'autres chefferies. L'autorité savait à quoi s'en tenir mais tint l'affaire secrète. La presse (officielle) garda elle aussi le silence. À Nouméa, les bonnes gens ne surent rien de ce complot et le mythe de l'alliance, même écorné, put officiellement continuer à vivre.

L'affaire eut néanmoins une conséquence immédiate. Lors des interrogatoires des chefs, la question des terres avait surgi comme principale cause du mécontentement des Canala. Aussi résolut-on de procéder sans attendre aux délimitations des territoires des tribus tant à Houaïlou qu'à Canala, dans l'espoir d'apaiser les tensions. Le cantonnement fut mené en novembre 1876. Il consistait à dénombrer la population mélanésienne et à la sécuriser en lui délimitant des « réserves » proclamées inviolables et permettant de

recupérer le reste au profit de la colonisation. Les Canala reçurent ainsi 2 654 ha pour 1 506 habitants recensés, soit une moyenne de 1,7 hectare par habitant.

Bien que rigoureux, ce cantonnement s'opéra sans difficultés apparentes, sans mouvements d'humeur visibles de la part des Kanak, pourtant spoliés d'une bonne partie de leurs terres ancestrales. Peut-être avaient-ils redouté pire. Le chef du service du Domaine, Benet, dira avoir tenu compte des recommandations du gouverneur en contenant plusieurs revendications de colons à Canala et à Nakéty, mais s'être souvent heurté de leur part à la politique du fait accompli. Néanmoins, derrière la tranquillité apparente, l'irritation persiste. En 1878, quelques jours avant le déclenchement de l'insurrection, le capitaine de vaisseau Rivière, relâchant à Canala, ressent la crispation ambiante. Comme il le note :

« Les Canala n'aiment guère les Blancs. Ils nous haïssent et nous craignent et nous les gênons. » (Rivière, 1881)

Ce rapide survol des relations entre les Canala et les Européens, avant 1878, montre l'écart existant entre la rigidité du discours officiel sur l'alliance et une réalité plus subtile et mouvante. Les Canala ne s'y montrent nullement inféodés, mais ayant leurs stratégies propres, comme des gens qui, confrontés à des Européens tenant un discours d'alliance et se comportant en envahis-

seurs, cherchent à composer, à ruser, à comploter ou à instrumentaliser ces nouveaux venus pour sauvegarder leur position ou leur existence. Et, nonobstant leurs collaborations pragmatiques émaillées de quelques velléités de « trahisons », au cours de ces deux décennies, le thème de l'alliance apparaît surtout comme un credo colonial, une incantation administrative. Voyons qu'il en adviendra lorsqu'en juin 1878 va éclater la grande insurrection.

Le ralliement des Canala (26-27 juin 1878)

Le 25 juin 1878, lorsque le télégraphe apporte à Canala l'annonce des massacres de La Foa, la nouvelle s'en répand comme une traînée de poudre. Les Européens s'affolent. Mais la tension s'exalte aussi chez les Kanak de la localité dont certains prennent les armes. L'excitation devient générale et extrême.

Le lieutenant de vaisseau Servan, commandant l'arrondissement, sent que les Kanak peuvent à tout moment basculer et qu'il faut d'urgence les canaliser. Il télégraphie au gouverneur pour lui proposer d'enrôler ces guerriers inquiétants et de les mener lui-même à La Foa contre les insurgés. Le gouverneur Olry (probablement informé du complot manqué de 1876, donc méfiant) hésite longtemps avant de donner le feu vert. Il craint que l'officier ne soit tué et que le remède ne s'avère pire que le mal. Son accord arrive enfin au matin du 26 juin. À Canala s'engage alors la saga bien connue du ralliement.

Sans plus attendre, Servan convoque les chefs de Canala et de Nakéty. Il fait la coutume et décrit la situation : la « trahison » d'Ataï, chef présumé des rebelles, les assassinats de Blancs innocents. Il compte sur eux pour châtier les coupables et partira le faire avec eux. Les chefs écoutent en silence les yeux rivés au sol. L'exposé terminé, ils se taisent. Servan clôt l'entrevue en leur donnant rendez-vous le soir même, avec les guerriers en armes, sur le plateau de Ciu.

Les chefs se retirent sans mot dire. Avant qu'ils se soient prononcés, les voilà pris de court et convoqués pour la guerre. Eux pour qui celle-ci n'intervient qu'au bout au bout d'une longue préparation, marquée par des envois de messages, des palabres, des rites propitiatoires, les voilà bousculés. Cette expédition, froidement décidée dans l'urgence, relève d'un autre univers.

À vrai dire, les Canala sont divisés sur la conduite à tenir. En ce début d'insurrection, il n'y a pas d'unanimité entre eux. Au sein de la chefferie, le débat est vif entre ceux qui, selon Amouroux (1881), « supportent l'occupation » et « ceux qui veulent la combattre »⁵.

Ce 26 juin, à la nuit tombée, Servan arrive à Ciu. Les chefs sont là avec le chef de guerre, mais

PHOTO 1. – Kaké, fils de Kaï, l'un des deux chefs de Canala, ici en 1867 (cliché d'E. de Greslan, ANC Album Robin - de Greslan 1 num 1-5)

peu de guerriers. L'officier s'en étonne. On lui répond qu'on n'a pas eu le temps de prévenir tout le monde et qu'ils rejoindront à Koindé, de l'autre côté de la montagne. En attendant, les chefs délibèrent. Les uns sont indécis, les autres pour l'insurrection. Kaké tergiverse supputant ce qu'il est opportun de tenter. Au bout d'un moment, brusquant les choses, Servan clôt le palabre en donnant le signal du départ. Il enfourche son cheval. Tous le suivent, alors que rien n'est décidé sur le fond. En silence, en file indienne, à la lueur des torches, ils traversent la Chaîne centrale (Rivière, 1881).

À Koindé, au milieu de la nuit, a lieu le rassemblement général. On attend les retardataires. Profitant de la halte, autour des feux, les palabres reprennent. La tension est palpable. Une nouvelle fois, Servan intervient. Il coupe court aux conciliabules en donnant l'ordre de marche. On le suit encore.

Le don du fusil

Au petit jour, on touche aux limites du pays insurgé. Nouvelle pause vers Dogny. En maraudant aux alentours, des Kanak tombent sur des cadavres d'Européens fraîchement mutilés. L'émotion est intense. Tous veulent voir ces corps profanés, tous parlent à la fois. Nondo, le chef de guerre, particulièrement excité, se montre menaçant. L'officier, qui observe, à l'écart, mesure le péril. Anticipant une nouvelle fois, jouant son va-tout, il se débarrasse de son mousqueton et, sans se départir de son calme, le tend au chef de guerre. Ce geste inattendu surprend Nondo, le déconcerte et, aux dires des Européens, le retourne. L'officier aurait-il, à son insu, accompli un geste coutumier fort ?

D'après Patrick Pillon, dans la coutume mélanésienne, le don d'une arme pouvait contenir une offre d'alliance. En acceptant le fusil, Nondo la validait. Quelques précédents laissent penser que l'envoi d'une arme pouvait aussi exprimer une demande d'exécution d'un acte guerrier. (Lors du procès consécutif à l'affaire de Pouébo, ne fut-il pas déclaré que, lors d'un pilou, le chef Ouarabate avait remis un casse-tête au chef de Bouahibate pour l'inviter à tuer les Blancs ?).

Offre d'alliance ou demande ponctuelle d'exécuter un coup, peu importe. Le pacte est d'autant plus plausible que le don du fusil se trouvait assorti d'une contrepartie et d'un discours dont Rivière (1881) nous livre une version de littérateur : « Nondo, je te donne ma carabine », aurait dit Servan. « Si nous devons combattre ensemble

avec le colonel, c'est un cadeau que je t'aurai fait. Si tu me tues, comme tu sembles en avoir l'intention, tu ne pourras pas te vanter de me l'avoir prise ». Sur quoi Nondo aurait serré la main de l'officier en répliquant : « Nous sommes avec toi ; conduis-nous au colonel » (Rivière, 1881). C'est une superbe image d'Épinal. Les mots réellement prononcés durent être plus sobres. Mais seule compte la teneur du message.

La blessure de Nondo

On sait que, plus tard dans la journée, lors d'un premier engagement avec un groupe d'insurgés, Nondo reçut une sagaie dans le cuir chevelu. Cette blessure, plus spectaculaire que grave, l'aurait rendu furieux et, avec lui, tous ses guerriers, achevant de les dresser contre les rebelles. Pour Rivière (1881), directement informé par Servan, seul témoin européen de cet épisode, le don du fusil aurait été le fait déterminant. C'est lui qui aurait rallié les Canala, la blessure ultérieure de Nondo n'aurait fait que consolider ce choix. Telle est la version officielle de cet étrange ralliement.

Deux récits de source mélanésienne précisent ou corrigent ce discours, celui de Tase (déjà évoqué) et un autre collecté par Patrick Pillon après de N. Uari (Ouari). D'après ces deux récits, en partant pour La Foa, les Canala n'auraient pas eu l'intention de combattre Ataï qui était « de leur famille ». En réalité, Kaké et Gélina auraient chargé Nondo de dissuader Ataï de prolonger la révolte et de ne le combattre qu'en cas de refus. Nondo aurait donc été investi par la chefferie Bwaghéa d'une sorte de mission de conciliation.

Le don du fusil n'est évoqué que par N. Uari qui admet que Nondo se serait laissé dévoyer par « le pistolet » (sic) donné par Servan. Mais ce fait, pour important qu'il soit, n'était pas décisif. Aux dires de ces deux témoins, c'est la blessure de Nondo qui aurait fait basculer définitivement le chef de guerre et ses hommes³. C'est elle qui serait déterminante.

Il importe de savoir que ces deux locuteurs sont proches des Canala. Tase est de Ouassé et de Boa Kaine, N. Uari, appartient à un clan originaire de Kouaoua, venu s'installer en 1878 sur la haute Fonwhary, qui est un allié des Canala. Aussi peut-on présumer que l'on a affaire ici à deux versions favorables à la chefferie Bwaghéa, visant à taire, ou à minimiser, le don du fusil, pour insister sur la blessure. Ainsi rejette-t-on sur des impondérables comme la blessure ou mieux, sur les rebelles (portant atteinte à l'intégrité physique de Nondo) la responsabilité du ralliement, déchargeant les

3. Tase de Boken, qui tait l'épisode du fusil, dit des Canala : « quand ils virent tuer [sic] leur chef Nondo, ils oublièrent leur première idée et entrèrent aux côtés des Blancs ». Pour N. Uari, après le don du fusil, Nondo n'aurait pas définitivement tranché. Selon lui, c'est lors de sa blessure que : « Du coup, Nondo dit aux Blancs de tirer sur ceux d'en face ».

Canala d'une éventuelle mauvaise conscience. Il reste que l'idée que les Canala aient pu traverser la Chaîne avec l'intention de parlementer avec Ataï est intéressante et plausible. Cette option, leur permettant de gagner du temps, représentait un compromis possible, conforme à ce que l'on sait de leurs hésitations ou de leurs dissensions à l'annonce des massacres.

Il apparaît donc que, le 26 juin 1878, après avoir longuement tergiversé et discuté, les Canala, partis avec le projet de parlementer avec Ataï (sans n'exclure aucune option ensuite), ont fini par se rallier à la suite de deux incidents fortuits, le don du fusil puis la blessure de Nondo. On a le sentiment d'un ralliement par défaut, plus que de conviction. Ce constat, conforme à ce qu'avait été leur attitude avant 1878, pose une question de fond : les Canala ont-ils su les préparatifs de l'insurrection et y auraient-ils même pris part ?

Le soupçon de conspiration

Tout de suite les Français ont eu le sentiment que les Canala avaient trempé dans les préparatifs de la révolte. Plusieurs témoins le disent. D'abord Servan, le mieux placé de tous, qui l'aurait confié au père Ameline lors d'une conversation privée. Selon ce missionnaire, en effet :

« M. Servan m'a dit être sûr que les chefs de Canala connaissaient d'avance le complot et attendaient les événements pour se déclarer pour ou contre nous. » (Père Ameline, 4/8/1878)

Plusieurs officiers font également fait état du sentiment d'hostilité émanant des Canala. Parmi eux, Rivière, mais aussi le général Trentinian (1878) selon qui :

« Avant l'insurrection, tous les officiers de Marine qui visitaient les arrondissements de Canala et du Diahot étaient frappés par l'attitude méfiante, dédaigneuse et sournoisement hostile des indigènes à notre égard. »

Même soupçon chez l'amiral Dupetit-Thouars qui tient pour probable, qu'à Canala, le massacre des Blancs était l'objectif :

« Les tribus de Canala, qui, d'après des renseignements qui paraissent certains, avaient conseillé les massacres de la côte Ouest – et qui peut-être y avaient pris une certaine part – ont marché avec nous. »

Le soupçon infiltrait aussi les bureaux administratifs de Nouméa où l'employé Mauger (1877-1878) écrivait :

« On dit que Gélima était depuis plusieurs mois au courant de ce qui se préparait. [...] La population du district donnait des craintes au début de l'insurrection ; les deux chefs principaux Gélima et Kaké n'avaient pas prévenu l'administration de ce qui se préparait, ce dont ils avaient sans doute eu vent depuis plusieurs mois. »

Tout ceci, le gouverneur ne peut l'ignorer, mais n'en fait état nulle part. Pourtant, il s'est toujours méfié des Canala, notamment de Nondo. Le 2 août, il avouera au ministre « ne se fier que médiocrement à nos alliés », que, tout en s'en servant, « il les surveille », mais devra admettre qu'« ils servent toujours bien ». Les autres officiers s'en méfient autant. Dans les postes, ils font bivouaquer les auxiliaires à l'extérieur des palissades et, quand il y a des villages de colonisation comme à Bourail, on les fait cantonner à plusieurs kilomètres. Seuls leurs chefs sont admis à l'intérieur des postes où ils partagent la table des officiers. Si d'aventure ces mêmes supplétifs arrivent à l'improviste et en nombre dans un poste, on dépêche aussitôt du renfort pour prévenir une éventuelle trahison.

À la mi-novembre 1878, à Téremba, selon le père Lecouteur (nov. 1878), « on soupçonne sérieusement les Canala de vouloir se tourner contre les Français ». Il n'est pas moins significatif qu'on ait toujours rechigné à armer de fusils les Canala qui durent combattre avec leurs armes traditionnelles, casse-tête, haches, frondes et sagaies. C'est dire que la confiance était loin de régner, malgré les efforts de Servan s'évertuant, seul, à protester de leur fidélité.

L'opinion n'est pas meilleure auprès des colons pour qui les Canala sont des « alliés douteux », « des voleurs et des pillards » (*Le Vagabond*, 1989), d'autant que, forts de l'autorisation du gouverneur, ils se paient sur le pays, « s'emparent du peu que les révoltés ont laissé »⁴. Le journal *La Nouvelle-Calédonie* (21/8/1878) renchérit :

« Les canaques auxiliaires de Canala n'ont d'ardeur que pour piller ce qu'ils rencontrent, que ça appartienne aux colons ou aux insurgés. Les colons se plaignent beaucoup de leur attitude et de leurs actes. »

Dans ce concert hostile, seuls les habitants de Canala, pressés par Servan, organiseront une souscription en leur faveur. En fait, l'hostilité à l'égard des Kanak qui imprègne le temps de l'insurrection, n'épargne pas les « alliés », quels que fussent leurs états de services. Il reste qu'on ne semble pas avoir éprouvé la même défiance à l'encontre des Houaïlou. Le comportement des Canala, jugé ambigu, avant comme pendant

4. Le 11 juillet 1878, Olry leur écrit qu'il leur « abandonnait les femmes et les enfants de leurs ennemis et tout le butin qu'ils pourraient faire dans leurs villages » en même temps qu'il mettait à prix (500 fr) la tête d'Ataï. Les Canala ne feront qu'étendre cette libérale autorisation aux stations d'élevage déjà visitées par les rebelles. D'où, en août 1878, des récriminations d'Européens à l'encontre de leurs alliés Canala « qui n'ont d'ardeur que pour piller les objets des colons et des insurgés » (*La Nouvelle-Calédonie* 15).

l'insurrection, explique probablement cette suspicion particulière. On pointera leur manque de zèle dans quelques circonstances. Ainsi, le jour de la grande battue qui devait aboutir à la mort d'Ataï, les chefs des colonnes signaleront le manque d'ardeur et de combativité des Canala, réticences que Rivière attribue soit à la crainte inspirée par Ataï, soit à la honte supposée de le combattre. Mais on peut également supposer une connivence avec ce dernier, ou le désir de l'épargner au nom d'une antérieure complicité.

On remarquera aussi que Nondo préférerait agir seul, sans que l'on sache trop ce qu'il faisait, plutôt que chaperonné par les officiers. Le commandant de Fonwhary s'inquiétera de ses fréquentes allées et venues échappant à tout contrôle entre Canala et Ourail. Il écrit :

« Pourquoi tenait-il tant à venir dans l'arrondissement ? [...] Je n'avais de confiance en lui que selon les circonstances. Si les affaires [...] allaient mal, je le supposais tout de suite, en évitant de le lui montrer, capable de nous trahir. » (Rivière, 1881)

À mesure que l'insurrection se prolonge, les Français s'aperçoivent qu'au hasard des patrouilles, les Canala qui rencontrent des rebelles parlementent avec eux à l'insu des officiers. Ces derniers les soupçonnent d'en mettre à l'abri de la répression en les installant, sous leur protection, dans des campements ou de nouveaux villages dans les hautes vallées du versant ouest où, avant 1878, ils avaient déjà des représentants.

Nondo focalise ces soupçons. On le juge ambitieux et retors. Rivière le soupçonne de mener une pacification profitable aux Bwaghéa et de faire de la conquête de terres à son profit. Les Français se sentent manipulés par lui. On lui prêtera des propos inquiétants. Pour tout dire, on suspecte les Canala de double jeu. Ces soupçons amènent à une nouvelle interrogation : s'agit-il d'une paranoïa des Européens ou bien les Canala auraient-ils effectivement conspiré avec Ataï pour préparer cette révolte ?

Ataï et Nondo, adversaires ou compères ?

En examinant les rapports entre ces deux hommes, un premier constat s'impose : Nondo et Ataï se connaissaient fort bien. Leurs villages respectifs ne se trouvaient qu'à une journée de marche à travers la Chaîne et d'étroites relations existaient entre clans des deux versants. Il y avait, de longue date, des lignages Canala établis à Sarraméa, dans la haute Fonwhary, et ces gens entretenaient des relations matrimoniales avec les

gens de la moyenne ou de la basse Fonwhary. Aussi Nondo venait-il, de temps à autre, dans la haute Fonwhary voir ses parents. Il y était connu des Européens du voisinage, notamment du directeur du pénitencier de Fonwhary, Lécard, qui le sermonnait à l'occasion. C'est ainsi qu'à l'étonnement des géomètres, Nondo s'y trouvait pour défendre les intérêts des siens, à l'époque où la commission de délimitation opérait dans cette vallée.

Non seulement Nondo et Ataï se connaissaient mais, si l'on en croit une tradition mélanésienne locale (des familles Kawa et Paouro, recueillie par J. Delathière), ils seraient même parents. Nondo aurait été, en effet, un petit cousin d'Ataï par les femmes, leurs grands-mères étant sœurs. Ces mêmes sources veulent que, dans leur enfance, Ataï et Nondo se soient baignés ensemble à la rivière, aient fait des concours de pêche à la crevette, aient rivalisé à la course et au lancer de sagaie, et qu'Ataï s'y soit montré le plus rapide ou le plus adroit, d'où la jalousie supposée de Nondo et une rivalité précoce entre les deux adolescents.

Un autre récit (de source Canala cette fois) recueilli vers 1950 par l'écrivain J. Mariotti fait état d'un contentieux ancien entre clans d'Ataï et de Nondo, mais pour un tout autre motif. Peu avant l'arrivée des Européens, un combat aurait eu lieu sur la colline de Tia entre gens de la Fonwhary et Canala (de Sarraméa). Ceux de la Fonwhary avaient accordé à ces Canala le libre passage à travers leurs terres (pour leur permettre d'aller pêcher au bord de mer). Mais le jour où les Canala avaient usé de ce droit, les gens de la Fonwhary leur auraient tendu une embuscade, tuant nombre d'entre eux. Les rescapés et leurs parents de la chefferie de Nondo, en auraient gardé un vif ressentiment qui se serait soldé lors de l'insurrection de 1878 (Mariotti, 2003)⁵.

Il en résulte que Nondo et Ataï se connaissaient, avaient des relations suivies, peut-être un contentieux, et que la préparation d'un événement aussi considérable qu'une insurrection n'avait pu échapper ni à l'un ni à l'autre. Les Bwaghéa savaient aussi bien qu'Ataï qu'un massacre des Européens était en préparation. Ils avaient quelques bonnes raisons pour sympathiser avec les instigateurs d'une telle entreprise. Mais ont-ils, pour autant, conspiré avec eux ? Deux témoignages incitent à répondre par l'affirmative. D'abord celui d'un contemporain, le directeur du pénitencier de Fonwhary, Théodore Lécard (28/07/1878), qui dit avoir rencontré Nondo dans la Fonwhary, aux premiers jours de mai 1878, alors qu'il venait de constater avec étonnement que les villages dépendant d'Ataï s'étaient étrangement vidés de leurs habitants. Que venait faire le chef de guerre

5. Selon J. Delathière, qui a annoté ce livre, la source de J. Mariotti serait le lignage Méiou, issu de la chefferie de Kérédro (celle de Nondo) à la Négropo. Ce serait un récit émanant des Canala. On ne saurait donc exclure qu'il vise à justifier la participation des Canala à la répression, en rejetant la responsabilité initiale sur les gens de la Fonwhary.

PHOTOS 2-3. – Guerriers canala (cliché d'Allan Hughan, 1878, archives de Nouvelle-Calédonie, collection Serge Kakou, 148Fi11-31 et 148Fi11-23)

Ces deux photos de guerriers kanak vers 1878, font partie d'une série de clichés pris par Hughan avec les mêmes personnages, au même endroit, mais dans des mises en scènes différentes, minutieusement composées, en faisant au besoin appel à des figurants. Tel ce militaire à l'uniforme fantaisiste, parfois donné, à tort, pour être Servan. De même, le guerrier qui lui présente les hommes est-il parfois présenté comme Nondo, ce qui n'est nullement établi. Néanmoins, il s'agit bien, sur ces deux photos, de guerriers canala comme en témoigne la facture de leurs casse-têtes à « oreilles ». Ces clichés donnent donc une image assez exacte de ce que pouvaient être ces auxiliaires et leur équipement de combat en 1878.

Canala en ce lieu alors que s'engageait (sans que Lécard l'ait pour autant décrypté) ce qui ressemblait à l'ultime phase préparatoire d'une guerre ?

Le second témoignage, exhumé par Joël Dauphiné, est plus tardif mais aussi troublant. Il s'agit d'une lettre du père Moris, missionnaire à Thio. Douze ans après l'insurrection, le 13 septembre 1890, le père Moris, écrivant à son supérieur, lui confiera qu'on lui avait dit, jadis, que Nondo avait envoyé une hache de guerre à Ataï pour l'inciter à la révolte. Le père s'était fait « pratiquement confirmer » (sic) la chose par un petit chef Canala dépendant de Gélima. Mais le missionnaire, alors en conflit avec l'Administration (qui le suspectait de couvrir des rebelles), avait gardé cette information pour lui.

Si le don d'une arme est une invite à l'alliance guerrière, ou à l'exécution d'un coup, on peut en déduire que l'initiative de la révolte pourrait venir des Canala. Ou que, si elle venait d'ailleurs (de Nékou à Bourail, par exemple, comme le voudrait une autre tradition), elle aurait pu transiter par la chefferie Bwaghéa. Dans ce cas, l'envoi d'un nœud de guerre aurait peut-être suffi. Mais l'envoi d'une hache, geste plus fort qu'une simple transmission de message, pourrait indiquer une part d'initiative, comme si les Canala comptaient parmi les instigateurs du soulèvement.

Pour conclure, on peut émettre l'hypothèse que, loin du discours convenu sur leur fidélité, les Canala ont secrètement poursuivi en 1877 et en 1878 la conspiration éventée chez eux deux ans auparavant, mais cette fois, en orientant l'alliance vers les gens d'Ourail, de Bouloupari voire au delà. Mais dans ce cas, s'ils ont conspiré, comment comprendre leur revirement de dernière minute ?

Hypothèses autour d'un ralliement

Une première explication à venir à l'esprit serait le recours à ce que Maurice Leenhardt (1980) nomme la « parole torse », pratique visant à faire éclater une action loin de chez soi, pour ne pas avoir à en subir les conséquences. Il s'agit d'une ruse que pratiquera, en 1917, la chefferie de Hienghène, envoyant un message de guerre sur le versant ouest pour y faire éclater une révolte décidée chez elle, à Lindéralique. Les Canala auraient-ils utilisé Ataï pour faire éclater l'insurrection loin de chez eux ? À vrai dire, ce scénario correspond mal au climat d'effervescence et de débat qui a mis les Canala en ébullition à la nouvelle des massacres de La Foa. Si la chefferie Bwaghéa avait agi comme celle de Doui, chef de Hienghène, elle aurait tout verrouillé et le 26

juin 1878, il n'y aurait eu aucune agitation à Canala. À Hienghène, en 1917, nul ne bronchera, à tel point que l'administration en sera longtemps dupée et cherchera les coupables ailleurs.

L'excitation, au contraire, semble traduire une réelle surprise, une improvisation, comme si les Canala, après avoir participé aux préparatifs de l'insurrection, s'étaient trouvés pris de court par l'annonce de massacres anticipés, à la suite d'un imprévu. Or cet imprévu existe.

L'affaire Chène et ses implications

Le désarroi des Canala le 26 juin pourrait confirmer une hypothèse déjà émise par quelques contemporains : l'éclatement prématuré de l'insurrection à la suite du meurtre, quelques jours auparavant, dans la haute vallée de la Ouaméni, à mi-chemin entre Ourail et Bouloupari, d'un libéré, gérant d'une station d'élevage, nommé Chène. Cet ancien bagnard, vivant avec deux concubines kanak, avait été tué à l'initiative d'un mari jaloux. Chargée de l'enquête, la gendarmerie de Bouloupari se heurte à une omerta générale (d'autant plus compréhensible que les Kanak, en pleins préparatifs de l'insurrection imminente, ne se trouvaient guère enclins aux confidences).

Pour délier les langues, les gendarmes de Bouloupari et de La Foa arrêtent plusieurs chefs de la région (dont Touatte chef de Dogny, dépendant de Gélima, dont les Canala diront plus tard qu'il était avec Ataï une des chevilles ouvrières du complot). Pour impressionner ces chefs et les inciter à parler, les gendarmes menacent de les transférer à Nouméa, laissant même entendre qu'ils pourraient y être fusillés.

C'est alors qu'Ataï, prévenu de ces arrestations (et probablement aussi de cette menace), pour délivrer Touatte avant son imminent transfert, aurait déclenché prématurément (de 24 heures selon Rivière) l'attaque de la gendarmerie et les massacres de La Foa, sans avoir le temps d'en avertir les Canala. Ainsi pourrait s'expliquer la journée de décalage entre les massacres d'Ourail et ceux du lendemain à Bouloupari⁶. Ce déclenchement inattendu a pu jeter le trouble chez les Canala, pris de court et ne sachant à quoi se résoudre. Pour eux, la donne changeait radicalement : une attaque-surprise contre le poste militaire n'était plus possible ; ils se trouvaient soumis à la pression insistante de Servan et exposés, chez eux, aux représailles d'une garnison désormais sur ses gardes. D'où leur désarroi, ces interminables discussions sur la conduite à te-

6. Le colonel Wendling (5 juillet 1878) croit « pouvoir assurer que l'arrestation des chefs de Dogny a été le signal de cette insurrection longuement préparée et où nous voyons les Canaques agir avec toute l'habileté connue de cette race et modifier leur tactique... ».

nir, pour finalement tenter de gagner du temps et voir comment tourneraient les choses, quitte à se résoudre, en dernier recours, à arrêter une affaire mal engagée en parlementant avec Ataï. Autant d'options qu'ils devaient avoir en tête quand, toujours irrésolus et divisés, ils prirent, avec Servan, le chemin de La Foa. On connaît la suite : l'ascendant et la détermination de Servan, le don imprévu du fusil, la blessure de Nondo, qui retournant le chef de guerre, l'aurait amené, avec la caution implicite de Kaké, à transgresser sa mission, entraînant ses guerriers avec lui.

Ultérieurement, l'effet de compromission, le butin, les captives, les rations de vivres et jusqu'à l'habitude de ces guerres entre chefferies ont pu anesthésier leurs scrupules. Les Bwaghéa auraient fait contre mauvaise fortune bon cœur, se résignant à jouer la carte d'une alliance qu'au départ ils n'avaient pas désirée mais qu'ils ont assumée jusqu'au bout, jusqu'à ce jour où eux mêmes décideront et imposeront à l'autorité coloniale la fin de la guerre. Ils ont pu chercher à légitimer leur revirement envers Ataï, en insistant, dans leurs versions des événements, sur les griefs qu'ils pouvaient reprocher à leurs adversaires : la blessure de Nondo, les anciennes humiliations supposées qu'Ataï lui aurait infligées dans leur jeunesse, ou cette vieille lune du combat de Tia où les gens de la Fonwhary auraient maltraité leurs parents de Sarraméa.

Tel est, au vu de ce qu'on peut, pour l'heure, en savoir, le scénario proposé autour du ralliement des Canala. Il tente de mettre en cohérence les témoignages connus, venus d'horizons divers, et les rares sources mélanésiennes à ce jour disponibles. Il en ressort que les Canala ne furent ni ces « alliés » pour les uns, ni ces « traîtres » pour d'autres que voudraient les schémas manichéens. Confrontés à une situation inédite, ils ont, comme la plupart des chefferies kanak de la Grande Terre, manœuvré au plus près, développé des stratégies complexes, tour à tour rusant, coopérant, complotant, instrumentalisant, pour tenter de préserver une existence et une identité menacées par la colonisation conquérante. Et soupant avec le diable, ils ont pu s'y brûler les doigts.

Le fin mot de l'affaire, dans le secret de leur tradition, les vieux sages de la chefferie Bwaghéa le connaissent. Malgré une cérémonie coutumière de réconciliation accomplie voici plusieurs années, entre anciens adversaires de 1878, le sujet reste sensible. Les Bwaghéa pourraient-ils un jour lever l'interdit et donner, sur ces événements, la version de leur chefferie ? Avec l'éloignement dans le temps et l'apaisement des passions, espérons-le au nom de leur propre histoire, pour la sauvegarde de cette mémoire et sa transcription, avant que l'érosion due à la succession des géné-

rations et aux nouveaux modes de vie, ne finisse par en avoir raison.

BIBLIOGRAPHIE

- AMOUROUX (et PLACE), 1881. *L'administration et les maristes en Nouvelle-Calédonie. Insurrection des Kanak en 1878-1879*, Paris, Périmet, 177 p.
- ANONYME, 1878. *Nouvelle-Calédonie. Insurrection des tribus canaques des circonscriptions d'Ourail et de Bouloupari. Massacres des 26 et 27 juin 1878*, Nouméa, Imprimerie civile, 66 p.
- DAUPHINÉ Joël, non daté. *Canala et la France de 1854 à 1863*, texte ronéotypé, 25 p.
- DELATHIÈRE Jerry, 2001. *Ils ont créé La Foa. Familles pionnières de Nouvelle Calédonie 1871-1920*, La Foa, Édit. mairie de La Foa, album illustré, 380 p.
- DOUSSET-LEENHARDT Roselène, 1976. *Terre natale, terre d'exil*, Paris, Maisonneuve et Larose, 316 p.
- GUIART Jean, 1962. Dualisme et structure du contrôle social en pays Canala, Nouvelle-Calédonie, *L'Homme* 2, 2, pp. 49-79.
- , 1968. Le cadre social de la rébellion de 1878 dans le pays de La Foa, Nouvelle Calédonie, *Journal de la Société des Océanistes* 24, pp. 97-119.
- , 1998. *La terre qui s'enfuit. Les pays canaques anciens de La Foa à Moindou Bourail et Kouaoua*, Nouméa, Le Rocher à la Voile, 167 p.
- , 2005. *Une clé de la société canaque, les réseaux d'identité partagée*, Nouméa, Le Rocher à la voile et les Éditions le Cagou, 204 p.
- LUNEAU François, 1949 (mai). Quelques notes d'histoire, *Bull. de l'Association médicale de la Nouvelle-Calédonie* n. s., pp. 30-37.
- MÉTAIS Pierre, 1962. *Quelques aspects d'une organisation matrimoniale néo-calédonienne*, Paris, PUF, L'année sociologique, 208 p.
- PILLON Patrick, 2001. En pays Méa : approches ethnologiques des années 1980 et 1990 : Lignages et pays lignagers, dossier d'HDR multigr., Université Montpellier III-IRD, 512 p. avec cartes.
- RIVIÈRE Henri, 1881. *Souvenirs de Nouvelle-Calédonie. L'insurrection canaque*, Paris, Calmann-Lévy, 293 p.
- SAUSSOL Alain, 1979. *L'Héritage. Essai sur le problème foncier mélanésien en Nouvelle Calédonie*, Paris, Société des Océanistes, Publications de la SdO 40, 498 p.